

## LA GUERRE D'ALGÉRIE ET LES PAYS COMMUNISTES

Au point de vue doctrinal les pays communistes soutenaient les mouvements d'émancipation des colonies, mais les formes concrètes du soutien – allant de la simple propagande de presse jusqu'à l'aide matérielle et militaire – étaient déterminées par la position et stratégie de Moscou sur la scène internationale.

Jusqu'au milieu des années 1950 – la doctrine en matière de la politique internationale de Moscou peut être considérée comme *continentaliste* axée sur le continent européen, plus particulièrement sur la question allemande. Cette doctrine continentaliste commence à subir un changement après la disparition de Staline. Moscou s'engage de plus en plus dans les affaires extareuropéennes et développe une doctrine à vocation globaliste. Pour ce faire il utilise les forums internationaux, il s'entreprend parfois des risques de confrontation aussi attribuant une importance grandissante – même axagérée – aux nouveaux Etats appelés «ses alliés naturels». Les étapes les plus significatives de cette doctrine globaliste sont: l'appréciation favorable de la conférence de Bandoung, la visite officielle en décembre 1955 des dirigeants du Kremlin en Inde, au Pakistan et en Birmanie, le contrat de livraison d'armes à l'Egypte en juin 1955 et l'engagement dans la crise de Suez en 1956.

Ce sont les résolutions du 20e congrès du P.C.U.S. (février 1956) qui consacre officiellement cette ouverture vers les pays non communistes. La bourgeoisie nationale y est réhabilitée et considérée comme force politique autonome et antiimpérialiste.

Mais la consécration triomphale de cette nouvelle stratégie tiresmondiste eut lieu à la conférence internationale des 81 partis communistes à Moscou en novembre 1960. La déclaration finale dit ceci: «L'écroulement du système de l'esclavage colonial sous la poussée du mouvement de libération nationale est un phénomène qui, pour son importance historique, vient immédiatement après la formation du système mondial du socialisme».<sup>1</sup> Dans cette nouvelle stratégie communiste les mouvements de libération nationale reprennent la 2ème place des forces révolutionnaires internationales devant les communistes des pays développés. En moins de dix ans la bourgeoisie nationale a parcouru une carrière foudroyante: du traître, du laquais de l'impérialisme elle est devenue l'alliée privilégiée.

Pour apprécier l'attitude des pays communistes vis à vis de la lutte nationale du peuple algérien il faut replacer le problème dans ce contexte-là.

Dès le déclenchement de l'insurrection du premier novembre les premières informations arrivèrent sur les événements. En Hongrie c'est la radio nationale qui annonça les accrochages entre les combattants algériens et les forces de l'ordre du pouvoir colonial. Quelques jours plus tard on pouvait déjà trouver d'abondantes informations dans la presse. Des articles intitulés «Accrochages graves en Algérie», «Des actions armées» etc. resumèrent les événements et condamnèrent «l'emploi des armées contre les forces aspirant à l'indépendance nationale».<sup>2</sup> Mais outre ces informations publiques sensibilisant les gens, la presse et les autorités des pays communistes restaient très prudentes et modérées tout au cours des années 1955-56: aucune prise de position officielle, pas ou peu de commentaires. La Hongrie faisait un cas un peu particulier dans le bloc de l'Est en raison de l'émission en langue arabe spécialement vers le Maghreb de la Radio-Budapest.

Le 8 novembre 1954 au cours des débats à l'Assemblée nationale française quelques députés voyaient – suivant la logique de la guerre froide - derrière les attentas et accrochages les subversions étrangères, ils attaquaient avec véhémence *La voix des Arabes du Caire* et la *Radio Budapest*<sup>3</sup> Quelques jours avant, le

---

<sup>1</sup> Pour la paix, pour l'indépendance nationale, pour la démocratie, pour le socialisme (Les actes de la conférence, en hongrois) Budapest Kossuth Könyvkiadó 1961. p. 23.

<sup>2</sup> *Szabad Nép (Peuple libre) le 5 novembre 1954, Magyar Nemzet (Nation hongroise), le 3 novembre 1954.*

<sup>3</sup> *Journal Officiel de la République Française, Débats parlementaires, le 12 novembre 1954. pp. 4946 et 4962. (Voir p.ex. : l'intervention de Mustapha Benbahaud, député algérien) Voir encore*

*Maria Romo : Le gouvernement Mendès-France et le maintien de l'ordre en Algérie en novembre 1954. In Militaire et guérilla dans la guerre d'Algérie (sous la direction de Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaisse) Paris 2001. p. 431, Charles-Robert*

ministre de l'Intérieur, François Mitterand, devant la commission de l'intérieur « a admis que certaines émissions viennent de Budapest». <sup>4</sup> Le 19 novembre 1954 Pierre Mendès-France, président du Conseil, dans son discours tenu au National Press Club à Washington déclara: «Le fait est, et vous ne l'ignorez sans doute pas, qu'une propagande systématique émanant des radios de Budapest et du Caire, c'est à dire des deux villes qui appartiennent l'une au monde communiste, l'autre au monde arabe incitent jours après jours les populations d'Afrique du Nord à la violence». <sup>5</sup>

En fait, un poste-émetteur diffusant en langue arabe de la Radio Budapest *La voix de l'indépendance nationale et de la paix* (Sawt El Istiqlal) fonctionnait déjà depuis le mois de mai 1954. Elle informait amplement les auditeurs des luttes armées dans les trois pays du Maghreb, notamment les actions armées des nationalistes tunisiens et marocains, puis des Algériens après le 1er novembre 1954 et les grandes manifestations de masse qui se déroulaient à l'époque au Maghreb. Sa durée d'émission était d'une heure et 30 minutes par jour (le matin de 7h à 7h30, le soir de 18h à 18h30 et la nuit de 23h30 à 24h). L'idée de sa création venait des communistes maghrébins. Mais pourquoi choisirent-ils Budapest? En consultant le rédacteur en chef de l'émission, William Sportisse, un dirigeant du PC algérien <sup>6</sup> et les archives du PC hongrois nous n'avons pas réussi à obtenir une réponse claire. Nous savons que le PC français à la direction duquel les communistes maghrébins s'adressèrent avait des relations excellentes avec le PC hongrois. Mais une chose est certaine: la décision définitive fut prise à Moscou.

William Sportisse arriva à Budapest au début de l'année 1954 pour préparer le lancement de l'émission. Il y était assisté par l'Association des Journalistes Hongrois.

La première diffusion eut lieu le 28 mai 1954. Deux jours plus tard Francis Lacoste, le résident général du Maroc en informa Georges Bidault, le ministre des Affaires étrangères: «Un poste probablement situé à Budapest émet depuis quelques jours des programmes en langue arabe à l'intention des populations de l'Afrique du Nord. Ces émissions s'intitulent «Voix de l'indépendance nationale» et sont parfaitement audibles au Maroc... Elles ont adopté le ton et les termes de la «Voix des Arabes» de la Radio Le Caire. Cette initiative est indiscutablement une réponse aux brouillages efficaces de la «Voix des Arabes» effectuées à partir de la France depuis quelques mois.» En terminant son télégramme le résident général demanda quelle réponse donnerait Paris «à cette nouvelle offensive de guerre psychologique contre l'Afrique du Nord». <sup>7</sup>

Au cours de l'été écoulé le préfet de Constantine recevait plusieurs notes signalant l'existence du poste-émetteur «La voix de l'indépendance nationale et de la paix» dont les émissions étaient «à nettement communistes... parfaitement audibles... actuellement très écoutées». <sup>8</sup>

L'équipe de quelques membres reçurent les informations à diffuser de la direction du PC français par l'intermédiaire de la Légation de Hongrie à Paris. La nuit ils les traduisirent en arabe dialectal pour pouvoir diffuser le matin. La direction de l'émission reçut beaucoup de lettres des auditeurs, entre autres celle de Hocine Ait Ahmed, alors représentant du FLN au Caire où il la félicitait et demandait de diffuser l'Appel du 1er novembre du FLN, ce qui avait été fait avant même la réception de sa lettre. <sup>9</sup>

Paris réfléchissait à une éventuelle protestation auprès du Gouvernement hongrois, mais il ne fit pas de démarches concrètes jusqu'à novembre 1954. Après le déclenchement de l'insurrection en Algérie Jean Delalaude, le ministre français à Budapest suggéra de protester ou de faire quelques démarches auprès du

---

Ageron : Un aspect de la guerre d'Algérie : la propagande radiophonique du FLN et des Etats arabes. In La guerre d'Algérie et les Algériens 1954-1962. (sous la direction Charles-Robert Ageron) Paris 1997. pp. 245-262.

<sup>4</sup> *Le Monde*, le 6 novembre 1954.

<sup>5</sup> *Le Monde*, les 21-22 novembre 1954.

<sup>6</sup> *Entretien avec William Sportisse*, le 16 décembre 1999. Je prends l'occasion de le remercier vivement des précieuses informations.

<sup>7</sup> Ministère des Affaires étrangères, Archives diplomatiques EU série 14, sous-série 3, dossier 4. Hongrie – Radiodiffusion. (MAE AD Hongrie – Radiodiffusion) folio 91.

<sup>8</sup> Centre des Archives d'Outre-Mer (CAOM), 93/4515 Radio-Télévision 1947-1960. Radios étrangères, dossier Radios Prague, Belgrade, Budapest. Parmi ces mêmes documents se trouvent une coupure d'*Alger républicain* daté du 7 juillet 1954 donnant l'information, reprise de *La Vigie marocaine*, de l'existence du poste-émetteur en langue arabe de Budapest.

<sup>9</sup> *Entretien avec William Sportisse*

Ministère hongrois des Affaires étrangères. Mais il constata tout de suite que « nos moyens de pression à l'égard de la Hongrie sont faibles. Il semble difficile de recourir à des mesures de rétorsion sur le plan économique. Un service de brouillage serait sans doute long à organiser et onéreux ». Il proposa de bloquer les visas demandés à destination de l'Afrique du Nord par les autorités hongroises pour leurs ressortissants ou de ne les accorder qu'avec retardement.<sup>10</sup> Mendès-France approuvait pleinement cette dernière proposition et en principe la protestation officielle aussi, mais il attendait encore le moment opportun. Il arrivera deux mois plus tard. Le 4 février 1955 Jean Delalaude fut reçu par le vice-ministre hongrois des Affaires étrangères, Endre Sik. Le compte rendu envoyé le même jour au Quai d'Orsay relata l'entretien: «J'ai été reçu ce matin par le Premier Vice-Ministre des Affaires Étrangères et j'ai élevé une vive protestation contre les émissions en langue arabe de la radiodiffusion hongroise dont certaines, rédigées en termes insultants pour le Gouvernement français et l'administration nord-africaine, incitent la population à la violence et à l'insurrection et constituent une immixtion inadmissible dans nos affaires intérieures...il serait souhaitable dans l'intérêt des bonnes relations entre nos deux pays que ses émissions prissent fin. Dr. Sik a prétendu tout ignorer des émissions...il m'a déclaré que le Ministère des Affaires Étrangères était là «pour arrondir les angles» et qu'il allait étudier la question».<sup>11</sup> En raison de cette démarche l'agressivité de l'émission baissait, mais à partir de la fin de mars les termes employés redevenaient violents et provoquèrent une nouvelle intervention du ministre français le 13 avril. En même temps il demanda aux services français de localiser le poste pour pouvoir prouver son existence au gouvernement hongrois. La localisation eut lieu à la fin du mois d'avril: le poste radiophonique incriminé se trouvait sans aucun doute à Budapest.

Les autorités françaises essayaient aussi de faire pression sur le gouvernement hongrois par l'intermédiaire de Moscou. A la réception de 14 juillet à Paris le Ministre des Affaires tunisiennes et marocaines reposa le problème à l'ambassadeur soviétique: «J'ai déclaré à l'ambassadeur que la France poursuivait une politique d'apaisement..., mais que d'inadmissibles ingérences étrangères tendaient à entraver. J'ai cité notamment la propagande violente à laquelle depuis mai 1954 se livrait «La Voix de l'Indépendance et de la Paix» poste radiophonique que nous savions être situé en Hongrie.»<sup>12</sup> Mr. Vinogradov parut étonné mais il promit qu'il demanderait à son gouvernement d'attirer l'attention des autorités hongroises sur les préoccupations de Paris concernant cette émission de langue arabe. En septembre prochain Mr. Schmittlein, député gaulliste, membre d'une délégation parlementaire à Moscou reposa encore une fois la question de l'émission de langue arabe de Radio – Budapest à Khrouchtchev lui-même. Le premier secrétaire proposa d'intervenir directement auprès du gouvernement hongrois pour faire cesser l'émission.

Ces diverses démarches des hommes politiques français ne restaient pas sans suite. Le 28 septembre, le ministre hongrois des Affaires étrangères Mr. János Boldoczki, reçut le ministre Jean Delalaude qui lors de l'entretien évoqua des arguments historique, politique, même affectif. Il trouva surprenant «que la Hongrie, patrie des Magyars, qui ne peut en l'occurrence invoquer aucun intérêt qui lui soit ethniquement, historiquement et géographiquement procède à des émissions arabes à destination de l'Afrique.» Quant à la violence des termes employés l'ambassadeur se dit étonné de ce que «les autorités hongroises, dont on connaît la courtoisie, puissent tolérer de tels excès.» Mais l'argument fondamental et déterminant était d'ordre politique: «Ces émissions sont d'ailleurs contraire à cet esprit de détente internationale que les dirigeants hongrois dans leurs discours et dans leurs écrits, manifestent le désir de promouvoir. Cette contradiction apparaît d'autant plus frappante *en ce moment où la Hongrie sollicite son admission à l'ONU*».<sup>13</sup> (soulignés par nous – JNL).

Ces arguments s'avèrent efficaces. Le 6 octobre le Bureau politique du PC hongrois chargea un de ses membres qu'il fit proposition- après avoir consulté le PC français – de régler l'affaire de l'émission de langue arabe.<sup>14</sup> La proposition fut de supprimer l'émission. Le directeur français du groupement des

<sup>10</sup> MAE AD Hongrie – Radiodiffusion, folios 129-130. Jean Delalaude à Mendès-France, le 30 novembre 1954.

<sup>11</sup> Ibidem, folio 151.

<sup>12</sup> Ibidem, folio 185.

<sup>13</sup> Ibidem, folios 194-197.

<sup>14</sup> Magyar Országos Levéltár (MOL Archives Nationales), MDP Archivuma (Archives du PC), 276. f.53. cs. 250.öe.

Contrôles Radiophoniques informe le Premier ministre Edgar Faure le 31 octobre: «depuis le 26 octobre la Voix de l'Indépendance Nationale et de la Paix n'est plus perçue et que cet émetteur semble avoir cessé toute activité»<sup>15</sup>.

L'équipe de rédaction quitta la Hongrie en décembre 1955. William Sportisse rentra en Algérie où il dirigea l'organisation clandestine du P.C.A. dans le Constantinois.

En 1956 deux événements de portée internationale avaient un impact considérable sur le comportement des pays communistes concernant la guerre d'Algérie: la guerre de Suez et l'insurrection de Budapest.

Dans le règlement des deux affaires un rôle important revenait à l'ONU. Concernant la guerre de Suez l'ONU était efficace grâce à l'intérêt commun des Etats-Unis et de l'URSS: les forces franco-britanniques et israéliennes quittèrent en décembre 1956 les territoires occupés. Par contre dans l'affaire de Hongrie les Nations Unies manifestèrent leur totale impuissance: malgré la résolution de l'Assemblée générale les troupes soviétiques restaient en Hongrie. L'affaire de Hongrie était à l'ordre du jour jusqu'à 1962 de même que la question algérienne. La Hongrie soutenait le F.L.N. par principes idéologico-politiques, mais par pragmatisme aussi: elle voulait obtenir les voix des pays du Tiers Monde lors du vote sur l'affaire hongroise. Le gouvernement hongrois imposé par Moscou voulait sortir de son isolement diplomatique et il comptait beaucoup sur les jeunes Etats africains

La première prise de position publique de l'URSS pour l'indépendance de l'Algérie fut en relation étroite avec les événements du Proche-Orient. Il est à savoir que Moscou, deux ans après le déclenchement de l'insurrection, n'a pas toujours pris position officiellement pour l'indépendance de la colonie française. En plus, des fois il se montrait quasiment compréhensif envers Paris. Dans le communiqué commun publié en mai à la fin de la visite de la délégation du gouvernement français Moscou a exprimé son espoir que la France trouverait une solution d'esprit libéral au problème algérien, conformément à l'idéologie de l'époque.<sup>16</sup> Cependant, en novembre 1956 la position soviétique semblait changer. Le communiqué publié à l'issue de la visite à Moscou du président syrien Kouatli (les 30 octobre et 1<sup>er</sup> novembre) traitait aussi du droit à l'autodétermination du peuple algérien et qualifiait les actions militaires de l'armée française contre les insurgés algériens des crimes contre l'humanité. L'ambassadeur français à Moscou a exprimé son inquiétude à cause de ce changement et a noté qu'il était la conséquence des événements du Proche-Orient.<sup>17</sup>

La lettre de Boulganine aux premiers ministres britannique, français et israélien du 5 novembre exerça aussi un impact considérable dans le monde arabe. Le rapport du ministre français de l'Intérieur le confirma: « La note adressée à Paris et à Londres a attiré avant tout l'attention des nationalistes les plus éclairés. En réalité ils pensent que le cessez-le-feu franco-britannique d'Egypte est le résultat de l'ultimatum' russe. Aussi, à leurs yeux le monde arabe a-t-il trouvé dans le gouvernement de Moscou un protecteur avec lequel il faudra désormais compter. »<sup>18</sup>

La seule personne ayant publiquement et fermement condamné les deux interventions était le président tunisien Bourguiba. La raison de son acte était d'inciter les puissances concernées à trouver une solution pacifique au problème algérien tout en montrant l'hypocrisie des hommes politiques français.

Le leader tunisien a exprimé son opinion sur les événements égyptiens et hongrois dans un discours à la radio le 9 novembre. (Il l'a prononcé quelques semaines plus tard à l'ONU) «L'Union soviétique a intervenu en Hongrie de la manière la plus brutale et la plus inhumaine, afin de réprimer la révolte du peuple hongrois. Pendant que certains pays s'indignent de ce qui s'est passé en Egypte, d'autres s'indignent de ce qui s'est passé en Hongrie. Cette indignation ne paraît pas honnête. Dans les relations internationales l'hypocrisie est destructrice et dangereuse. Je suis entièrement d'accord avec Guy Mollet, quoique cela

<sup>15</sup> MAE AD Hongrie – Radiodiffusion folio 215.

<sup>16</sup> Le texte de la communiqué dans : l'Humanité, le 20 mai 1956

<sup>17</sup> M. Dejean, Ambassadeur de France à M. Pineau, Ministre des Affaires étrangères, le 14 novembre 1956. *Documents Diplomatiques Français (DDF)*. 1956. 3.k. Paris, 1990. 319-320.

<sup>18</sup> Le 7 novembre 1956. Ministre de l'Intérieur CAOM 81F992 Monde arabe, Affaires de Suez 1956-57.

m'arrive rarement, que dans la servitude il n'y a pas de paix. Cela est certainement vrai pour la Hongrie. Alors pourquoi en serait-il autrement avec l'Algérie. »<sup>19</sup>

La Tunisie devient membre du « comité des cinq » de l'ONU chargé de l'enquête sur les événements de Hongrie. A cause de cela les relations entre la Hongrie et la Tunisie deviennent tendues et sont coupées provisoirement. Cependant à l'ONU les pays arabes ont pris position finalement favorable au nouveau gouvernement hongrois imposé par Moscou en s'abstenant lors du vote sur l'affaire de Hongrie. La presse arabe – surtout en Egypte – évoquait toujours lors du vote sur l'affaire de Hongrie la pratique de 'deux poids, deux mesures' des puissances occidentales.<sup>20</sup> En même temps les pays communistes votaient pour la mise à l'ordre du jour de la question algérienne à l'ONU et pour l'indépendance de l'Algérie.

Le gouvernement hongrois reçut pour la première fois les informations détaillées de la guerre de libération algérienne en décembre 1957 directement de Larbi Bouali en visite dans la capitale hongroise. Lors de l'entretien avec Kádár János, secrétaire général du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) le secrétaire du PCA sollicita plus d'aides matérielles et morales de la Hongrie tout en critiquant « les partis frères » pour ne pas accorder de l'attention plus grande à la lutte du peuple algérien, ce qui risquait de contribuer à renforcer « la fiction juridique de l'Algérie partie intégrante de la France ».<sup>21</sup>

A partir du janvier 1958 la Croix Rouge Hongroise commença à organiser l'aide matérielle aux Algériens réfugiés en Tunisie et au Maroc. Elle le faisait par le biais de la Croix Rouge Egyptienne. La première cargaison (médicament, pansement) d'une valeur de 100 mille HUF fut acheminée en février 1958.<sup>22</sup> Les syndicats hongrois organisèrent des campagnes de solidarité et des collectes. Dans la presse on pouvait lire des reportages sur la guerre d'Algérie, sur les Hongrois, déserteurs de la Légion étrangère, sur le séjour de l'équipe de football du FLN et des commentaires surtout à partir de 1960 sur les répercussions de la guerre en France (les attentats de l'OAS).<sup>23</sup> *La Question* d'Henri Alleg était publiée en 1958. La presse faisait un récit détaillé sur l'affaire Audin.

En même temps le gouvernement hongrois voulait rétablir (« normaliser ») ses rapports avec la France et d'autres puissances occidentales. C'est pourquoi il faisait des efforts pour être aussi prudente qu'il pouvait dans la question algérienne. Cette situation délicate est bien illustrée par le problème de la reconnaissance du G.P.R.A. Le F.L.N. annonça le 19 septembre 1958 au Caire la constitution du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Le lendemain Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères câbla l'instruction suivante à tous les postes français à l'étranger : « La reconnaissance de l'organisme créé au Caire constituerait à la fois une immixtion dans les affaires intérieures de la France et un acte dont le moins qu'on puisse dire est qu'il serait profondément inamical. Nous ne pourrions, d'autre part, considérer un tel geste que comme une approbation ouverte de la campagne de violence et de terrorisme ordonnée par les dirigeants du pseudo-gouvernement algérien et poursuivie sur l'ensemble du territoire de la République.

Veuillez porter d'extrême urgence ces considérations à la connaissance du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédités».<sup>24</sup>

Les pays communistes saluèrent la constitution de G.P.R.A, mais ni l'URSS, ni les pays socialistes européens ne le reconnurent. Par contre les pays socialistes asiatiques, la Chine populaire, la Corée du Nord, le Vietnam du Nord et la Mongolie le reconnurent. Leur situation internationale permit de le soutenir ouvertement: ils n'avaient pas de relations diplomatiques avec la France, n'étaient pas admis à l'ONU. En revanche l'Union soviétique devait tenir compte des considérations de stratégie mondiale. Pékin critiquait – plus tard attaquerait violemment Moscou – pour sa conduite en l'accusant d'avoir trahi la cause du peuple algérien.

<sup>19</sup> *Action*, le 12 novembre 1956.

<sup>20</sup> Voir p.ex. l'article *Pourquoi la Hongrie et pas l'Algérie* de Sabah-el-Kheir cité par *Bourse égyptienne* du 6 juillet 1956. „Je ne comprends pas pourquoi l'ONU a tenu à publier un rapport aussi volumineux sur la Hongrie pendant qu'elle ne compte rien publier sur l'affaire algérienne... Que l'ONU envoie donc en Algérie une commission d'enquête.”

<sup>21</sup> Tájékoztató az MSZMP vezetői és az AKP vezetői között lezajlott megbeszélésről (Rapport sur les entretiens entre les dirigeants du PSOH et du PCA) 1957. december 6. MOL M-KS 288. f. 32/1957. 2.ö.e.

<sup>22</sup> MOL M-KS 288. f. 32/1958. 109. ö.e. 5 HUF équivalait 1 NF à l'époque.

<sup>23</sup> La presse contemporaine hongroise et voir *El Moudjahid* n° 11 (1957), n° 47 (1959), *Le Monde* les 13-14 octobre 1957 etc.

<sup>24</sup> *DDF* 1958. T. 3. pp. 396-397.

La 1<sup>ère</sup> invitation officielle au G.P.R.A. vint de la Chine populaire et du Vietnam du Nord. La délégation conduite par le colonel Chérif Mohamed, ministre de l'Armement et du ravitaillement fut reçue par Ho Chi Minh à Hanoi et par Mao Tse Tung à Pékin.<sup>25</sup> La deuxième invitation vint de Belgrad. La délégation conduite par Ferhat Abbas passa une semaine en Yougoslavie au début du juin 1959. L'accueil fut particulièrement chaleureux. A la conférence de presse Ferhat Abbas nomma les Yougoslaves «des frères».<sup>26</sup> La Yougoslavie – écrivit-t-il dans ses Mémoires – «avait pour nous une place privilégiée parmi les nations européennes».<sup>27</sup> Plusieurs raisons expliquent cette place privilégiée. La Yougoslavie entretenait d'excellentes relations dès le début de l'insurrection avec le FLN. L'ambassadeur yougoslave au Caire «était la seule personnalité européenne à être dans le secret des événements du premier novembre 1954».<sup>28</sup>

Ceci recoupe les notes du service de renseignement arrivées auprès du Président du Conseil. Elles signalèrent les visites fréquentes des Algériens (dont Mohamed Khider) en octobre-novembre 1954 à la Légation de la Yougoslavie au Caire.<sup>29</sup> Le FLN prend la Yougoslavie comme modèle pour sa guerre de libération nationale contre l'occupation nazie et pour sa position indépendante entre les deux blocs. *El Moudjahid*, organe du FLN publiait pendant la guerre le plus d'article sur la Yougoslavie parmi les pays communistes.

Moscou sortit de sa réserve après le bombardement de Sakiet (le 8 février 1958) en raison de l'entrée en scène des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Ces deux puissances anglo-saxonnes offrirent leurs bons offices pour dénouer la crise. Le 1<sup>er</sup> mars 1958 Gromiko, ministre soviétique des Affaires étrangères, dans une lettre adressée à son homologue français exprima qu'il voyait de moins en moins l'espoir qu'une solution du problème algérien pourra être trouvée dans le cadre des rapports franco-algériens. Le FLN fut très satisfait de cette démarche soviétique ce qui lui rappela le message de Boulganin aux dirigeants britannique, français et israélien lors de la guerre de Suez en 1956.<sup>30</sup>

Deux jours plus tard, le 3 mars 1958, eut lieu la première prise de contact de Moscou avec le FLN à l'initiative de ce dernier par l'intermédiaire du gouvernement égyptien au Caire. Les Soviétiques refusèrent catégoriquement à discuter deux sujets: la position du PCF et le transport des armes.<sup>31</sup> L'engagement de l'URSS pour la cause du FLN fut plus net, mais toujours non pas sans prudence, à partir du printemps 1958. Cette attitude détermina la position soviétique sur la question de la reconnaissance du G.P.R.A. Budapest restait également prudent concernant la reconnaissance du G.P.R.A. Le 27 septembre 1958 le représentant du G.P.R.A. adressa une lettre au gouvernement hongrois dans laquelle il exprima son espoir que le G.P.R.A. serait reconnu très prochainement par la Hongrie. Budapest répondant par une aide-mémoire exprima son intention ferme de reconnaître le G.P.R.A. «à une date – que nous espérons proche – qui sera la plus favorable pour les deux pays.»<sup>32</sup> En même temps il donna des instructions au chargé d'affaires de son ambassade qu'il expliquerait au représentant du G.P.R.A. qu'actuellement la reconnaissance n'était pas opportune. Le Ministère des Affaires étrangères révéla le véritable motif de la non-reconnaissance à l'ambassadeur au Caire: «le gouvernement français a pris position ferme qu'il romprait les relations diplomatiques avec ces pays reconnaissant le G.P.R.A.»<sup>33</sup>

La prochaine fois la reconnaissance du G.P.R.A. revenait à l'automne 1960. En octobre de cette année-là, lors des assises de l'Assemblée générale de l'ONU la délégation du G.P.R.A. rendait visite dans les deux capitales les plus importantes du bloc communiste, à Pékin et à Moscou. Dans la capitale soviétique la

<sup>25</sup> *El Moudjahid*, nos. 32 et 34. (1958), *Ferhat Abbas : Autopsie d'une guerre*. Paris 1980. p. 246.

<sup>26</sup> *Magyar Szó* (Novi Sad), le 13 juin 1959, *El Moudjahid*, n° 44. (1959)

<sup>27</sup> *Ferhat Abbas*: op. cit. p. 263.

<sup>28</sup> Soulignés par *Ferhat Abbas* : op. cit. p. 263.

<sup>29</sup> Les notes 2138/232 (1<sup>er</sup> octobre), 2630/232 (le 30 novembre). CAOM 81F1005 Fonds ministériels, Les pays socialistes et l'Afrique du Nord, Présidence du Conseil

<sup>30</sup> Les prises de position de l'URSS. *El Moudjahid* n°20 (1958)

<sup>31</sup> Archives des Affaires étrangères de la Fédération russe f. 68. op. 4, p.I, d.5, l.22. cité par *E.O. Obitchkina*: Le gouvernement soviétique et la guerre en Algérie 1954-1962 d'après les documents d'archives du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération russe. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 1 (2000) p. 25. (en russe)

<sup>32</sup> MOL KÜL (Ministère des Affaires étrangères) Ambassade du Caire, XIX-J-11-a, 13. doboz, 120 ö.e., f.2.

<sup>33</sup> Ibidem

délégation conduite par Ferhat Abbas, président du G.P.R.A., était reçue officiellement par Kossyguine, vice-premier ministre, qui signifiait la reconnaissance *de facto* du G.P.R.A. Ce même moment de la visite à Moscou, à la question d'un journaliste tunisien - est ce que les entretiens de Moscou entre les dirigeants soviétiques et ceux du G.P.R.A pourraient être considérés comme reconnaissance de facto - Khrouchtchev participant à la session de l'Assemblée générale de l'ONU à New York répondit par affirmative.

Le 10 octobre Ferhat Abbas venant de Moscou faisait une escale à Budapest où il était reçu par le vice-premier ministre avec qui il s'entretenait. A l'origine il s'agissait d'une simple escale. La délégation aurait dû quitter la capitale hongroise le même jour, mais à cause des mauvaises conditions météorologiques elle devait passer la nuit à Budapest et repartir le lendemain, le 11 octobre après-midi. Faisaient parties de la délégation – outre Ferhat Abbas – M. A. Khene, chef du département des affaires politiques du Ministère de l'Intérieur, M. Ben Jahje, chef du cabinet de Ferhat Abbas, et Boumedjel, chef du département du Ministère de l'Information. Ferhat Abbas demanda à ses interlocuteurs hongrois que la Hongrie reconnaisse le G.P.R.A. au moins de facto. La réponse hongroise était plutôt évasive: le gouvernement hongrois examinera la question de la reconnaissance, et sa décision ne décevra pas le G.P.R.A.<sup>34</sup>

En fait la visite du chef du G.P.R.A. à Budapest signifiait comme à Moscou la reconnaissance *de facto* par la Hongrie sans être annoncée officiellement. D'ailleurs la résolution (1573 XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies votée en décembre 1960 reconnut «le droit du peuple algérien à la libre détermination et à l'indépendance».<sup>35</sup> Les pays communistes votèrent pour.

L'engagement des pays communistes se manifesta d'une manière très nette dans l'accroissement de l'aide matérielle (dont l'armement) aux combattants algériens. D'après une note de la Direction des Affaires politiques (Mission des liaisons pour les affaires algériennes) du MAE c'étaient la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Yougoslavie – cas particulier – qui se distinguèrent surtout dans la réalisation de l'aide militaire, «l'attitude des autres pays satellites a été sur ce plan beaucoup plus réservée. Aucun indice n'a permis de déceler des envois d'armes en provenance d'Allemagne orientale, de Roumanie, de Hongrie ou d'Albanie et de Pologne.»<sup>36</sup>

L'aide matérielle de la Hongrie au FLN devint régulière à partir du février 1958. Elle se résume à l'assistance humanitaire (soin des blessés de l'ALN, produits alimentaire etc.) et culturelle (bourses d'études aux jeunes Algériens). Au début du février 1960 un major de l'ALN de l'Etat-major de l'Ouest, Moustapha Moussa (nom de guerre) se séjournait à Budapest pendant quelques jours. En décembre prochain de cette même année Dr. Mohamed Ouchounef, vice-président du Croissant Rouge Algérien fit une visite de quatre jours dans la capitale hongroise. Il se sont entretenus avec les représentants de la Croix Rouge Hongroise et des Syndicats sur l'envoi des autres blessés.<sup>37</sup>

Le montant de l'aide matérielle de la Hongrie au FLN devenant régulière à partir du février 1958 s'éleva entre le février 1958 et mars 1962 à 2.800 000 HUF.<sup>38</sup>

En fin de compte la reconnaissance de facto et de droit par les pays communiste d'Europe déclarée officiellement eut lieu après la signature des accords d'Evian. Les Bulgares et les Chinois furent les premiers à envoyer leur ambassadeur en Algérie indépendante.

J. NAGY LASZLO

<sup>34</sup> Rapport sur le passage à Budapest de Ferhat Abbas et du G.P.R.A., le 13 octobre 1960. MOL MSZMP Archivuma 288. F. 32/1960/ 11. ö. e. Voir le texte du rapport en Annexe.

<sup>35</sup> *Khalifa Mameri* : Les Nations Unies face à la „question algérienne” (1954-1962). SNED Alger 1969. p. 206.

<sup>36</sup> Assistance des Etats d'Europe orientale à la rébellion algérienne, Paris le 3 mars 1962. DDF 1962. T. 1. pp. 231-233. Voir *Gilbert Meynier*: Histoire intérieure du FLN 1954-1962. Fayard Paris 2002. pp. 605-612.

<sup>37</sup> MOL M-Ks 288.f. 32/1960. 1. öe.

<sup>38</sup> MOL XIX – J- k. 1951-1964. 1. doboz. 1/49/2-1. Algériának nyújtott segítség (Aide à l'Algérie)

## ANNEXE

47/1960

### Copie du Rapport du Vièm Département régional\*

Objet : Passage de Ferhat Abbas président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne et de son escorte

Ferhat Abbas chef du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, Lakhdar Bentobbal ministre de l'Intérieur, A. Khene directeur du Département Politique du Ministère de l'Intérieur, M. Ben Jahja chef du cabinet du Premier ministre et Boumenjel chef de département du Ministère de l'Information, après leur visite officiel en Chine, se sont rendus – dans le cadre d'une visite officielle – à Moscou pour quelques jours, selon les informations de la délégation, suite aux négociations menées avec le gouvernement russe, la légitimité du FLN a été officiellement reconnu de fait et la délégation a obtenu la promesse : le gouvernement russe interviendra auprès des autres pays de démocratie populaire afin qu'ils prennent en considération l'examen de la question d'une reconnaissance de facto.

Originellement la délégation devait être invitée par le gouvernement hongrois représenté par M. Kállai, M. Biszku és M. Szarka le 10 octobre à une heure à l'aéroport au déjeuner. Mais dû aux conditions météorologiques la délégation n'a poursuivi son voyage que le 11.

L'après-midi du 10 octobre une visite de la ville, le soir le banquet offert par M. Ferenc Münnich en l'honneur de la délégation ont eu lieu.

Le matin du 11 octobre M. Kállai\* et M. Biszku\* ont pris fait une visite de courtoisie dans l'hôtel de la délégation.

Il était perceptible, d'après les discussions menées avec la délégation ou les toasts prononcés que les visites en Chine et en Union soviétique ont exercé une influence profonde sur Ferhat Abbas chef de délégation ainsi que sur les autres membres de la délégation.

Au dîner de gala Ferhat Abbas a déclaré à l'ambassadeur de la Chine assis à côté de lui qu'ils étaient extrêmement satisfaits des négociations menées avec les dirigeants chinois ; Mao Ce Tung lui-même les avait reçus à un entretien de plus de trois heures.

La reconnaissance de facto du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne par l'Union soviétique est, selon eux, un résultat important. Ferhat Abbas, lors des entretiens avec M. Kállai, M. Biszku et M. Szarka\* ainsi que dans les discussions poursuivies lors du dîner de gala au Parlement, a ouvertement et bien catégoriquement évoqué la nécessité de la reconnaissance du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Il nous a demandé de reconnaître de facto et de jure leur gouvernement car cela leur donnerait une force grandissime pour la lutte à venir. Il a dit que si nous jugions que le moment de la reconnaissance de droit n'est pas encore arrivé, ils admettraient également la reconnaissance de fait de leur gouvernement. Cela ne leur pose pas de difficultés car, disait Ferhat Abbas, ils ne peuvent, à l'heure actuelle, qu'envoyer des délégués à l'étranger, et ne peuvent pas établir des consulats ou des ambassades. Pour ce qui est des Français, selon Ferhat Abbas, il ne faut pas craindre une éventuelle rupture des relations diplomatiques dans le cas de la reconnaissance de leur gouvernement. Selon son opinion, les Français à

---

\* Documents du Département des relations internationales du PSOH MOL MSZMP KB 288.f. 32/1960/11. ö.e.

• Vice-Premier Ministre

• Ministre de l'Intérieur

• Vice-ministre des Affaires Étrangères



l'égard de la Hongrie par exemple, auraient beaucoup plus à perdre. Il ne pourrait, bien évidemment, considérer cette action que par une reconnaissance simultanée du gouvernement algérien par tous les pays socialistes européens.

Son argument politique pour la question de la reconnaissance a été la lutte de la France contre le peuple algérien qu'elle poursuit avec la soutenance de ses alliés de l'OTAN. Ici, il a souligné que ce sont en premier lieu les Etats-Unis qui donnent des armes et accordent des appuis financiers à la France. Dans de pareilles conditions le FLN a lui aussi le droit de chercher des alliés et des amis. Il est évident, disait-il, que ces derniers ne peuvent se trouver que parmi les pays asiatiques et africains ainsi que parmi les pays du bloc socialiste. Jusqu'à présent 18 pays ont reconnu leur gouvernement et, parmi eux, de grands Etats comme la Chine, l'Indonésie et maintenant l'Union soviétique.

Ferhat Abbas a remarqué que ce serait avec un vif plaisir qu'il enverrait une délégation en Hongrie au cas où notre gouvernement décide de reconnaître le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

A propos de la reconnaissance du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, M. Münnich a remarqué lors du dîner de gala : M. le Premier ministre ne sera pas trompé sur ses attentes. M. Kállai a promis lors de la visite d'adieu que le problème de la reconnaissance serait examiné par les responsables du gouvernement hongrois.

Lors des entretiens, il s'est avéré que M. Ferhat Abbas partageait notre opinion sur les grandes questions de la politique internationale. Selon lui, au sujet du désarmement, les grandes puissances doivent trouver un accord. Il juge, de sa part, réaliste et réalisable le projet et les propositions de l'Union soviétique sur le désarmement. Naturellement, il est de notre avis dans la question de la suppression du système colonial. A ce point, il a exposé en détail que les Français gardent vainement l'illusion du « concept d'une Algérie française ». L'Algérie ne peut pas être francisée, les Arabes vivant là-bas resteront, malgré toute oppression, des Arabes.

A. Khene directeur du Département Politique du Ministère de l'Intérieur a expliqué que le Front de Libération Nationale formé après la dissolution des partis politiques possède des bureaux sur tout le territoire du pays. Ils ont construit leurs organisations selon le modèle de l'organisation de cellules dans toutes les villes et disent qu'en Algérie rien ne peut arriver sans que le gouvernement ou l'état-major n'en soit informé dans peu de temps. Cette organisation fait plus peur aux Français que l'armée des partisans elle-même.

Sur ce sujet, Ferhat Abbas a ajouté que le Parti communiste algérien soutient le FLN sans, cependant, y adhérer. Ils ont mené des négociations avec le Parti communiste algérien sur leur adhésion au Front international, mais le Parti communiste algérien a refusé d'accepter la condition de la dissolution du parti, afin d'adhérer au FLN en tant qu'individus.

Le problème avec le Parti communiste algérien, disait Ferhat Abbas, est qu'il est avant tout l'organisme algérien du Parti communiste français et le peuple le perçoit en tant qu'un rassemblement politique français. Selon lui, le Parti communiste algérien ne représente pas un pouvoir politique trop important. Le FLN apprécie l'aide des communistes algériens et du Parti communiste français, mais la conçoit comme d'une importance seconde.

A propos de la proposition connue du président tunisien Bourguiba sur l'annexion de l'Algérie à la Tunisie afin de mener des négociations avec les Français au nom du gouvernement de la Tunisie M. Khene chef de département a déclaré qu'actuellement la question nécessitait davantage de réflexions et qu'ils n'avaient pas encore une position prise sur ladite proposition.

Par ailleurs, selon Ferhat Abbas, Bourguiba est un homme naïf et particulièrement vaniteux, un politicien américanisant. Les contradictions entre lui et Nasser sont dues à la rivalité pour le pouvoir.

La délégation a été profondément influencée par la courte visite en Hongrie. Ils ont dit qu'ils n'avaient pas imaginé pas que la vie en Hongrie fût tellement effervescente et palpitante : dans les rues on voit partout des gens souriants et bien habillés, les magasins sont bien approvisionnés de produits, les vitrines sont fort bien arrangées et l'hospitalité des responsables hongrois a été vraiment encourageante.

A propos des efforts de Ferhat Abbas visant à faire reconnaître de facto le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, nous retenons les points suivants:

En pratique, la reconnaissance de facto du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, dans les termes du droit international, peut être considérée comme prononcée. Cela a démarré par la lettre de Ferhat Abbas datée du 19 septembre 1958 destinée à M. Ferenc Münnich Dr<sup>\*</sup>, à laquelle ce dernier a envoyé comme réponse, par notre ambassade du Caire, un Aide Mémoire à l'attention de M. Robani, secrétaire du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne le 1 décembre 1958. Dans ce document nous avons rendu compte des déclarations des dirigeants du gouvernement hongrois à propos de la lutte du peuple algérien et du nouveau gouvernement. Nous sommes en contact permanent avec le représentant cairote du gouvernement algérien, nous soignons également des blessés, à leur demande, nous formons des techniciens et des boursiers en Hongrie. Nous pouvons considérer comme le signe de la reconnaissance de fait l'accueil en Hongrie de Ferhat Abbas qui a eu lieu dernièrement. A la demande d'Abbas nous devrions à présent annoncer officiellement la reconnaissance de fait. Pour ce faire – considérant et en tenant compte d'une éventuelle réaction française et aussi de l'opinion sur ce sujet des autres pays socialistes – nous proposons qu'un des membres du gouvernement hongrois précise, dans un discours de caractère politique international, que le gouvernement hongrois reconnaît de fait le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Cette partie du discours sera communiquée au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne sous forme d'Aide Mémoire par notre ambassade du Caire.

Or cette action ne pourra être engagée qu'après avoir mené des concertations avec les autres pays socialistes européens qui auront reconnu de fait le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

*A Budapest, le 13 octobre 1960*

---

\* Premier Ministre